

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ; 13 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1981 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 39

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

Ν. 1131. Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 73 Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ ἰατρικῆς ἐξετάσεως ναυτικῶν». 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

129. Περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως τοῦ, διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 469/75 Π. Δ/τος, κυρωθέντος Ὀργανισμοῦ τοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἵδρυμα Παναγιώτου Φερραίου ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ». 2

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1131

Περὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 73 Διεθνοῦς Συμβάσεως «περὶ ἰατρικῆς ἐξετάσεως ναυτικῶν».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ κατὰ τὴν 28ην Σύνοδον τῆς Διεθνοῦς Συνδιασκέψεως τοῦ ἔτους 1946 ψηφισθεῖσα ὑπ' ἀριθ. 73 Διεθνὴς Σύμβασις «περὶ ἰατρικῆς ἐξετάσεως τῶν ναυτικῶν», τῆς ὁποίας τὸ κείμενον εἰς πρωτότυπον εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ Ἀγγλικὴν γλῶσσαν καὶ εἰς μετάφρασιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν ἔχει ὡς ἀκολούθως :

Convention 73

Convention concernant l'examen médical des gens de mer

La Conférence générale de l'Organisation internatiotnale du Travail,

Convoquée à Seattle par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étanréunie le 6 juin 1946, en sa vingt-huitième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'examen médical des gens de mer, question qui est comprise dans le cinquième point à l'odre du jour de la session,

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-neuvième jour de juin mil neuf cent quarante six, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur l'examen médical des gens de mer, 1946 :

Article 1

1. La présente convention s'applique à tout navire de mer, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers et immatriculé dans un territoire pour lequel la présente convention est en vigueur.

2. La législation nationale définira quand un navire est réputé navire de mer.

3. La présente convention ne s'applique pas :

a) aux bateaux d'une jauge brute inférieure à 200 tonneaux enregistrés ;

b) aux bateaux en bois de construction primitive, tels que des dhows ou des jonques ;

c) aux bateaux de pêche ;

d) aux embarcations naviguant dans les eaux d'un estuaire.

Article 2

Sous réserve des mesures qui devraient être prises pour s'assurer que les personnes ci-dessous énumérées jouissent d'une bonne santé et ne présentent aucun danger pour la santé des autres personnes à bord, la présente convention s'applique à toutes les personnes qui sont employées dans une fonction quel conque à bord d'un navire, à l'exception :

a) d'un pilote qui n'est pas membre de l'équipage ;

b) des personnes employées à bord par un employeur autre que l'armateur, à l'exception des officiers ou opérateurs de radio au service d'une compagnie de radiotélégraphie ;

c) des dockers itinérants qui ne sont pas membres de l'équipage ;

d) des personnes employées dans les ports, qui ne sont pas employées habituellement en mer.

Article 3

1. Nulle personne à qui s'applique la présente convention ne pourra être engagée pour servir à bord d'un navire auquel s'applique la présente convention si elle ne produit un certificat attestant sont aptitude physique au travail auquel elle doit être employée en mer, signé d'un médecin ou, dans le cas d'un certificat concernant uniquement la uue, d'une personne habilité par l'autorité compétente à déliverer de tels certificats.

---

1 Cette convention n'était pas entrée en vigueur le 1er janvier 1949.

2. Toutefois, pendant les deux années suivant l'entrée en vigueur de la présente convention dans le territoire visé, pourra être engagé quiconque justifkera d'un emploi d'assez longue durée occupé, au cours des deux années précédant l'engagement, sur un navire de mer auquel s'applique la présente convention.

Article 4

1. L'autorité compétente déterminera, après consultation des organisations d'armateurs et de gens de mer intéressées, la nature de l'examen médical à effectuer et les indications qui devront être portées sur le certificat.

2. Pour la détermination de la nature de l'examen, il sera tenu compte de l'âge de la personne visée ainsi que de la nature du travail à exécuter.

3. Le certificat médical devra attester notamment :

a) que l'ouïe et la vue du titulaire et, s'il s'agit d'une personne devant être employée au service du pont (exception faite de certain personnel spécialisé dont l'aptitude au travail qu'il aura à exécuter n'est pas susceptible d'être diminuée par le daltonisme), sa perception des couleurs sont satisfaisantes ;

b) que le titulaire n'est atteint d'aucune affection de nature à être aggravée par le service à la mer, ou qui le rend impropre à ce service, ou qui comporterait des risques pour la santé d'autres personnes à bord.

Article 5

1. Le certificat médical restera valide pendant une periode ne dépassant pas deux années à compter de la date de sa délivrance.

2. Pour autant que le certificat médical se rapporte à la perception des couleurs, il nestera valide pendant une période ne dépassant pas six années à compter de la date de sa délivrance.

3. Si la période de validité du certificat expire au cours d'un voyage le certificat restera valide jusqu'à la fin du voyage.

Article 6.

1. Dans les cas d'urgence, l'autorité compétente pourra autoriser, pour un seul voyage, l'emploi d'une sans que celle-ci ait satisfait auz presecriptions qui précèdent.

2. Les conditions d'engagement, dans de tels cas, devront être les mêmes que celles qui sont prévues pour les gens de mer de la même catégorie détenant un certificat médical.

3. L'emploi autorisé par le présent article ne pourra, en aucune occasion, être ultérieurement considéré comme répondant aux termes de l'articlr 3.

Article 7

L'autorité compétente pourra admettre, au lieu de la production d'un certificat, la preuve, fournie de la manière qui sera prescrite, que le certificat a été dûment délivré à l'intéressé.

Article 8

Des dispositions doivent être prises pour permettre à toute personne qui, après avoir été examinée, se voit refuser un certificat de demander à être examinée de nouveau par un arbitre ou des arbitres médicaux, qui seront indépendants de tout armateur ou de toute organisation d'armateurs ou de gens de mer.

Article 9.

L' autorité compétenete peut, après consulatation des organisations d' armateurs et de gens de mer, s' acquitter de l' une quelconque des fonctions lui lncombant en vertu de la présente convention, en renvoyant tout ou partie de la question à traiter à une organisation ou à une autorité exercant des fonctions analogues pour l' ensemble des gens de mer.

Article 10.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 11.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l' Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été entregistrée pat le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle auront été entegistrées les ratifications de sept des pays suivants : Etats - Unis d' Amérique, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Danemark, Finlande, France, Royaunme - Uni de Grande Bretange et d' Irlande du Nord, Grèce, Inde, Irlande, Italie, Norvège, Pays - Bas, Pologne, Portugal, Suède, Turquie et Yougoslavie, étant enterndu que, de les sept pays, quatre au moins devront posséder chacun une marinemarchande d' une jauge brute d' au moins de tonneaux enregistrés. Cette disposition a pour but de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membtres.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois aprés la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 12.

1. Tout Mêmbre ayant ratifie la présente convention peut la dénoncer à l' expiration d' une période de dix, années après la date de la en viguer initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau intêrnational du Travail et par liu enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu' une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifie la présente convention qui, dans le délai d' une année après l' expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sêra lui pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l' expiration de chaque pétiode de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 13.

1. Le Directeur général du Bureau intêrnational du Travail notifiera à tous les Membres de l' Organisation internationale du Travail l' enregistrement dê toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l' Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l' Organisation l' enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l' entrée en viguer de la convention, le Directeur général appellera l' attention des Membres de l' Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en viguer.

Article 14.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquêra au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d' enregistrement, conforment à

l' article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu' il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 15

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l' entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d' insecrire à l' ordre du jour de la Conférence la puestion de sa revision totale ou partielle.

Article 16

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant revision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entrainerait de plein droit, nonobstant l'article 12 ci—dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant revision soit entrée en en vigueur ;

b) à partir de la de l'entrée en vigueur de la nouvel'e convention portant revision, la présente convention portant revision, la présente convention cesserait d'être ouvêrte à la ratification des Members.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant rêvision.

Article 17

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également fol.

CONVENTION No 73

Convention concerning the Medical Examination of Seafares

The General Conference of the International Labour Organisation.

Having been convened at Seattle by the Governing Body of the International Labour Office, and having met in its Twenty–eighth Session on 6 June 1946, and

Having decided upon the adoption of certain proposals with regard to the medical examination of seafares, which is included in the fifth item on the agenda of the Session, and

Having determined that these proposals shall take the form of an international Convention.
adopts this twenty–ninth day of June of the year one thousand nine hundred and forty–six the following Convention, which may be cited as the Medical Examination (Seafares) Convention, 1946 :

Article 1

1. This Convention applies to every sea–going vessel, whether publicly or privately owned, which is engaged in the transport of cargo or passengers for the purpose of trade and is registered in a territory for which this Convention is in force.

2. National laws or regulations shall determine when vessels are to be regarded as sea–going.

3. This Convention does not apply to

(a) vesels of less than 200 tons gross register tonnage;

(b) wooden vessels of primitive build such as dhows and junks;

(c) fishing vessels;

(d) persons employed in ports who are not ordinarily employed at sea.

Article 3

1. No person to whom this Convention applies shall

1. No person to whom this Convention applies shall be engaged for employment in a vessel to which this Convention applies unless he produces a certificate attesting to his fitness for the work for which he is to be employed at sea signed by a medical practitioner or, in the case of a certificate solely concerning his sight, by a person authorised by the competent authority to issue such a cwrtificate.

2. Provided that, for a period of two years from the date of the entry into force of this Convention for the territory concerned, a person may be so engaged if he vroduces evidence that he has been employed in a sea–going vessel to which this Convention applies for a surbstantial period during the previous two years.

Article 4.

1. The competent authority shall, after consultation with the shipowners' and seafares' organisations converned, prescribe the medical examination to be made and the particulars to be included in the medical certificate.

2. When prescribing the nature of the examination, due regard shall be had to the age of the person to be examined and the narure of the duties to be performed.

3. In particular, the medical certificate shall attest.

(a) that the hearing and sight of the person and, in the case of a person to be employed in the deck department (except for certain specialist personnel, whose fitness for the work which they ate to perform is not liable to be affected by defective colour vision), his colour vision, are all satisfactory; and

(b) that he is not suffering from any disease likely to be aggravated by, or to render him unfil for, service at sea or likely to endanger the health of other persons on board.

Article 5

1. The medical certificate shall remain in force for a period not exceeding two years from the date on which it was granted.

2. In so far as a medical certificate relates to colour vision it shall remain in force for a period not exceeding six years from the date on which it was granted.

3. If the period of validity of a certificate exprires in the course of a voyage the certificate shall continue in force until the end of that voyage.

Article 6

1. In urgent cases the competent authority may allow a person to be employed for a single voyage without having satisfied the requirements of the preceding Articles.

2. In such cases the terms and conditions of employment shall be the same as those of seafarers in the same category holding a medical certificate.

3. Employment in virtue of this Article shall not be deemed on any subsequent occasion to be previous employment for the purpose of Article 3.

Article 7

The competent authority may provide for the acceptance in substitution for a medical certificate of evidence in a prescribed form that the required certificate has been given.

Artkcle 8

Arrangements shall be made to enable a person who, after examination, has been refused a certificate to apply for a further examination by a medical referee or referees who shall be independent of any shipowner or of any organisation of shipowners of seafarers.

Any of the functions of the competent authority under this Convention may, after consultation with the organisations of shipowners and seafares, be discharged by delegating the work, or part of it, totan organisation or authority exercising similar funltions in respect of seafares generally.

Article 10

The formal rafications of this Convention shall be communicated to the Director-General of the International Labour Office for registration.

Article 11

1. This Convention shall be binding only upon those Members of the International Labour Organication whose ratifications have been registered with the Director-General.

2. It shall come into force six months after the date on which there have been registered ratifications by seven of the following contries: United States of America, Argentine Republic, Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, China, Denmark, Finland, France, United Kingdom of Great Brirain and N'rthern Ireland, Greece, India, Ireland, Italy, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Sweden, Turkey and Yugoslavia, including at least four countries each of which has at least one million gross register tons of shipping. This provision is included for the purpose of facilitating and encouraging early ratification of the Convention by Member States.

3. Thereafter, this Convention shall come into force for any Member six months after the date on which its ratification has been registered.

Artkcle 12

1. A Member which has ratified this Convention may denounce it after the expriration of ten years from the date on which the Convention comes into force, by an act communicated to the Director-φeneral of the International Lavbour Office for registration. Such denunciation shall not take effect until one year after the date on which it is registered.

2. Each Member which has ratified this Convention and which does not, within the year following the expiration of the period of ten years mentioned in the preceding paragraph, exercise the right of denunciation provided for in this Article, will be bound for another period of ten years and, thereafter, vay denounce this Convention at the expiration of each period of ten years under the terms provided for in this Article.

Urticle 13

1. The Director-General of the International Labour Office shall notify all the Members of the International Labour Organisation of the registration of all ratifications and denunciations communicated to him by by the Members of the Organisation.

2. When notifying the Members of the Organisation of the registration of the last of the ratifications required to bring the Convention into force, the Director-φeneral shall draw the attetion of the Members of the Organisation to the date upon which rhe Conventioh will come into fprce.

Article 14

The Director-General of the International Labour Office shall communicate to the Secretary-General of the United Nations for registration in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations full particulars of all ratifications and acts of denunciation registered by him in accordance with the provisions of the preceding Articles.

Article 15

At such times as it may consider necessary the Governing Body of the International Labour Office shall present to the General Conference a report on the working of this Convention and shall examine the desirability of placing on the agenda of the Conference the question of its revision in whole or in part.

Article 16

1. Should the Conference adopt a new Convention revising this Convention in whole or in part, then, unless the new Convention otherwise provides.

(a) the ratification by a Member of the new revising Convention shall ipso jure invoire the immediate denunciation of this Convention, notwithstanding the provisions of Article 12 above, if and when the new revising Convention shall have come into force;

(b) as from the date when the new revising Convention comes into force, this Convention shall cease to be open to ratification by the Members.

2. This Convention shall in any case remain in force in its actual form and content for those Members which have ratified it but have not ratified the revising Convention.

Article 17

The English and French versions of the text of this Convention are equally authoritative.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ 73.

Περὶ ἰατρικῆς ἐξετάσεως τῶν ναυτικῶν.

Ἡ Γενικὴ Συνδιάσκεψις τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως Ἐργασίας, συγκληθεῖσα ἐν Σηάτλ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ συνελθοῦσα τὴν 6ην Ἰουνίου 1946, εἰς τὴν εἰκοστὴν ὀγδόην σύνοδον αὐτῆς.

Ἀφοῦ ἀπεφάσισε τὴν ἀποδοχὴν διαφόρων προτάσεων σχετικῶν πρὸς τὴν ἰατρικὴν ἐξέτασιν τῶν ναυτικῶν, ζήτημα ἀποτελοῦν τὸ πέμπτον θέμα τῆς ἡμερησίας διατάξεως τῆς συνόδου.

Ἀφοῦ ἀπεφάσισεν ὅτι αἱ προτάσεις αὗται δέον νὰ λάβουν τὸν τύπον Διεθνοῦς Συμβάσεως.

Ἀποδέχεται, σήμερον τὴν εἰκοστὴν ἐνάτην Ἰουνίου χίλια ἐννεακόσια τεσσαράκοντα ἕξ τὴν ὡς ἕπεται σύμβασιν ἥτις ἀποκαλεῖται Σύμβασις περὶ ἰατρικῆς ἐξετάσεως τῶν ναυτικῶν, 1946.

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπὶ παντὸς θαλασσοπλοοῦντος πλοίου ἀνήκοντος εἰς τὸ Δημόσιον ἢ εἰς ἰδιώτας καὶ ἀπασχολουμένου εἰς τὴν ἐπὶ κέρδει μεταφορὰν προσώπων ἢ πραγμάτων, νηολογημένου δὲ εἰς χώραν δι' ἣν ἰσχύει ἡ παροῦσα Σύμβασις.

2. Ἡ ἔννοια τοῦ θαλασσοπλοοῦντος πλοίου καθορισθήσεται ὑπὸ τῆς ἐσωτερικῆς νομοθεσίας.

3. Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται:

α) ἐπὶ πλοίων κάτω τῶν 200 κόρων ὁλικῆς χωρητικότητος.

β) ἐπὶ ξυλίνων σκαφῶν ὡς τὰ DHOWS καὶ JUNKS.

γ) ἐπὶ ἁλιευτικῶν πλοίων.

δ) ἐπὶ ποταμοπλοίων.

Ἄρθρον 2.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν μέτρων ἅτινα δέον νὰ ληφθοῦν ἵνα ἐξασφαλισθῇ ὅτι τὰ κατωτέρω ἀπαριθμούμενα πρόσωπα χαίρουσι καλῆς ὑγείας καὶ δὲν παρουσιάζουν κίνδυνον διὰ τὴν ὑγείαν τῶν λοιπῶν ἐν τῷ πλοίῳ προσώπων, ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπὶ παντὸς προσώπου ἐργαζομένου ὑφ' οἱανδήποτε εἰδικότητα ἐπὶ πλοίου τινός, ἐξαιρέσει:

α) τοῦ πλοηγοῦ (μὴ μέλους τοῦ πληρώματος).

β) τῶν προσώπων τῶν χρησιμοποιουμένων ἐπὶ τοῦ πλοίου παρ' ἐργοδότου ἄλλου ἐκτὸς τοῦ ἐφοπλιστοῦ, ἐξαιρέσει τῶν ραδιοτηλεγραφητῶν τῶν τελούντων εἰς τὴν ὑπηρεσίαν ραδιοτηλεγραφικῆς τινος Ἑταιρείας.

γ) τῶν ταξειδευόντων φορτοεκφορτωτῶν οἵτινες δὲν εἶναι μέλη τοῦ πληρώματος.

δ) τῶν προσώπων τῶν ἐργαζομένων εἰς τὸν λιμένα καὶ τὰ ὁποῖα δὲν ἐργάζονται συνήθως ἐν θαλάσσῃ.

Ἄρθρον 3.

1. Οὐδὲν πρόσωπον ἐφ' οὗ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις δύναται νὰ ναυτολογηθῇ ἐπὶ πλοίου ἐφ' οὗ ἐφαρμόζεται ἡ Σύμβασις αὐτή, ἐὰν δὲν προσκομίσῃ πιστοποιητικὸν βεβαιοῦν ὅτι εἶναι σωματικῶς κατάλληλος εἰς ἣν πρόκειται νὰ ἀπασχοληθῇ ἐργασίαν καὶ ὑπογεγραμμένον παρ' ἰατροῦ, ἢ εἰς τὴν περίπτωσιν πιστοποιητικοῦ ἀφορῶντος ἀποκλειστικῶς τὴν ὅρασιν, παρὰ προσώπου ἐξουσιοδοτημένου παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς νὰ χορηγῇ τοιαῦτα πιστοποιητικά.

2. Πάντως, ἐντὸς διετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας θέσεως ἐν ἰσχύι τῆς παρούσης Συμβάσεως διὰ χώραν τινά, οἱ ναυτικοὶ ταύτης δύνανται νὰ ναυτολογηθῶσιν ἐφ' ὅσον ἀποδείξουν ὅτι κέκτηνται κατὰ τὰ δύο πρὸ τῆς ναυτολογήσεως ἔτη ἀρκετὴν ὑπηρεσίαν ἐπὶ θαλασσοπλοοῦντος πλοίου ἐφ' οὗ ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῶν ἐνδιαφερομένων ἐφοπλιστικῶν καὶ ναυτεργατικῶν ὀργανώσεων θὰ καθορίσῃ τὴν φύσιν τῆς ἐνεργουμένης ἰατρικῆς ἐξετάσεως καὶ τὰς ἐνδείξεις ἃς θὰ περιέχῃ ἡ ἰατρικὴ βεβαίωσις.

2. Διὰ τὸν καθορισμὸν τῆς φύσεως τῆς ἐξετάσεως δέον νὰ λαμβάνεται ὑπ' ὄψιν ἡ ἡλικία τοῦ ὑπὸ ἐξέτασιν προσώπου ὡς καὶ ἡ φύσις τῆς ἀναληφθησομένης ἐργασίας.

3. Εἰδικώτερον ἡ ἰατρικὴ βεβαίωσις δέον νὰ πιστοποιῇ:

α) Ὅτι ἡ ἀκοὴ καὶ ἡ ὅρασις τοῦ ὑποψηφίου καὶ ἐφ' ὅσον πρόκειται περὶ προσώπου χρησιμοποιηθησομένου εἰς ὑπηρεσίαν καταστρώματος (ἐξαιρέσει τοῦ προσωπικοῦ ὡρισμένων εἰδικοτήτων, οὗτινος ἡ ἱκανότης διὰ τὴν ἀναληφθησομένην ἐργασίαν δὲν ἐπηρεάζεται δυσμενῶς ἐκ τοῦ δαλτονισμοῦ) ἡ ἀντίληψις τῶν χρωμάτων εἶναι ἱκανοποιητικαί.

β) Ὅτι ὁ ὑποψήφιος δὲν πάσχει ἐκ νοσήματος ἐπιδεινουμένου ἢ καθιστῶντος αὐτὸν ἀνίκανον πρὸς θαλασσίαν ὑπηρεσίαν ἢ ἐπικινδύνου διὰ τὴν ὑγείαν τοῦ λοιποῦ πληρώματος.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ ἰατρικὴ βεβαίωσις θὰ ἰσχύσῃ διὰ χρονικὸν διάστημα οὐχὶ μεῖζον τῶν δύο ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκδόσεώς της.

2. Ἐφ' ὅσον ἡ ἰατρικὴ βεβαίωσις ἀναφέρεται εἰς τὴν ἀντίληψιν τῶν χρωμάτων, θὰ ἰσχύῃ διὰ χρονικὸν διάστημα οὐχὶ μεῖζον τῶν ἓξ ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐκδόσεώς της.

3. Ἐὰν ἡ περίοδος τῆς ἰσχύος τῆς βεβαιώσεως ἐκπνέει διαρκοῦντος τοῦ πλοῦ, αὕτη θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύι μέχρι πέρατος τοῦ πλοῦ.

Ἄρθρον 6.

1. Εἰς ἐπειγούσας περιπτώσεις ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ τὴν ναυτολόγησιν ναυτικοῦ δι' ἓν μόνον ταξίδιον καὶ ἄνευ τηρήσεως τῶν διατυπώσεων τῶν προηγουμένων ἄρθρων.

2. Εἰς τὰς περιπτώσεις αὐτὰς οἱ ὅροι τῆς ναυτολογήσεως δέον νὰ εἶναι οἱ αὐτοὶ μὲ τοὺς προβλεπομένους διὰ τοὺς ναυτικοὺς τῆς αὐτῆς κατηγορίας τοὺς ἐφοδιασμένους δι' ἰατρικῆς βεβαιώσεως.

3. Ἡ κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον ἐπιτραπεῖσα ναυτολόγησις ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται ἐκ τῶν ὑστέρων νὰ θεωρηθῇ ὡς προηγηθεῖσα ναυτολόγησις κατὰ τοὺς ὁρισμοὺς τοῦ ἄρθρου 3.

Ἄρθρον 7.

Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ δύναται νὰ δέχεται ἀντὶ τῆς ἰατρικῆς βεβαιώσεως, ἄλλην ἀπόδειξιν κατὰ προδιαγραφόμενον τρόπον, περὶ τοῦ ὅτι ἡ ἰατρικὴ βεβαίωσις ἐχορηγήθη δεόντως τῷ ἐνδιαφερομένῳ.

Ἄρθρον 8.

Δέον νὰ προβλεφθῶσιν διατάξεις ἐπιτρέπουσαι εἰς πᾶν πρόσωπον εἰς τὸ ὁποῖον μετὰ τὴν ἐξέτασιν, δὲν χορηγεῖται ἡ βεβαίωσις, νὰ ζητήσῃ ἐπανεξέτασιν παρ' ἰατρικοῦ διαιτητοῦ ἢ διαιτητῶν ἀνεξαρτήτων ἀπὸ παντὸς ἐφοπλιστοῦ ἢ ἐφοπλιστικῶν καὶ ναυτεργατικῶν ὀργανώσεων.

Ἄρθρον 9.

Ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ δύναται, κατόπιν συνεννοήσεως μετὰ τῶν ἐφοπλιστικῶν καὶ ναυτεργατικῶν ὀργανώσεων, ν' ἀναθέσῃ τὴν ἄσκησιν οἱουδήποτε τῶν ἐκ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀπορρεόντων καθηκόντων της παραπέμπουσα μέρος ἢ τὸ ὅλον τῆς σχετικῆς ἐργασίας εἰς ὀργάνωσίν τινα ἢ ἄλλην ἀρχὴν ἀσκοῦσαν παραπλήσια καθήκοντα ἀναφορικῶς πρὸς τοὺς ἐργάτας θαλάσσης ἐν γένει.

Ἄρθρον 10.

Αἱ ἐπίσημοι ἐπικυρώσεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀνακοινοῦνται πρὸς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διευθοῦς Γραφείου Ἐργασίας παρ' οὗ καὶ καταχωρίζονται.

Ἄρθρον 11.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις δεσμεύει μόνον τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως τῆς Ἐργασίας, ὧν ἡ ἐπικύρωσις ἔχει καταχωρισθῇ ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Διευθυντοῦ.

2. Τίθεται ἐν ἰσχύι ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταχωρίσεως τῶν ἐπικυρώσεων ἑπτὰ ἐκ τῶν ἀκολούθως χωρῶν: Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, Ἀργεντινὴ Δημοκρατία, Αὐστραλία, Βέλγιον, Βραζιλία, Καναδᾶς, Χιλή, Κίνα, Δανία Φινλανδία, Γαλλία, Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, Ἑλλάς, Ἰνδία, Ἰρλανδία, Ἰταλία, Κάτω Χῶραι, Νορβηγία, Πολωνία, Πορτογαλλία, Σουηδία, Τουρκία, καὶ Γιουγκοσλαβία, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἐκ τῶν ἑπτὰ τούτων Χωρῶν αἱ τέσσαρες τοὐλάχιστον κέκτηνται ἐμπορικὸν στόλον ὁλικῆς χωρητικότητος ἑνὸς τοὐλάχιστον ἑκατομμυρίου κόρων. Ἡ διάταξις αὕτη τίθεται πρὸς τὸν σκοπὸν νὰ διευκολύνῃ καὶ ἐνθαρρύνῃ τὴν ἐπίσπευσιν ἐπικυρώσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπὸ τῶν Κρατῶν-Μελῶν.

3. Περαιτέρω ἡ παροῦσα Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι δι' ἕκαστον Μέλος ἓξ μῆνας μετὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς καταχωρήσεως τῆς ἐπικυρώσεώς του.

Ἄρθρον 12.

1. Πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν δύναται νὰ καταγγέλῃ αὐτὴν μετὰ πάροδον δεκαετίας ἀπὸ τῆς

ενάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς διὰ πράξεως ἀνακοινουμένης εἰς τὸν Γενικὸν Διευθυντὴν τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας καὶ ὑπ' αὐτοῦ καταχωριζομένης. Ἡ καταγγελία ἔχει ἀποτελέσματα μετὰ πάροδον ἔτους ἀπὸ τῆς καταχωρίσεως αὐτῆς εἰς τὸ Διεθνὲς Γραφεῖον Ἐργασίας.

2. Πᾶν Μέλος ἐπικυροῦν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὅπερ ἐντὸς προθεσμίας ἔτους ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ μνημονευομένης δεκαετίας δὲν ἔχει κάμει χρῆσιν τῆς ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης δυνατότητος καταγγελίας, δεσμεύεται διὰ μίαν νέαν δεκαετίαν καὶ συνεπῶς δύναται νὰ καταγγέλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐπὶ τῇ λήξει ἑκάστης δεκαετίας ὑπὸ τοὺς ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ προβλεπομένους ὅρους.

Ἄρθρον 13.

1. Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας γνωστοποιεῖ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη τῆς Διεθνοῦς Ὀργανώσεως τῆς Ἐργασίας τὰς καταχωρίσεις πασῶν τῶν ἐπικυρώσεων καὶ καταγγελιῶν, αἵτινες τῷ ἔχουν ἀνακοινωθῆ παρὰ τῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως.

2. Γνωστοποιῶν εἰς τὰ Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τὴν καταχώρισιν τῆς τελευταίας ἐπικυρώσεως τῆς ἀπαιτουμένης ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύι ἡ Σύμβασις ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς ἐπισύρει τὴν προσοχὴν τῶν Μελῶν τῆς Ὀργανώσεως ἐπὶ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Σύμβασις τίθεται ἐν ἰσχύι.

Ἄρθρον 14.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας ἀνακοινοῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πρὸς καταχώρισιν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 102 τοῦ Καταστατικοῦ Χάρτου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, πληροφορίας πλήρεις σχετικὰς πρὸς πάσας τὰς ἐπικυρώσεις καὶ πράξεις καταγγελίας ἃς ἔχει καταχωρίσει συμφώνως πρὸς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἄρθρον 15.

Ἐπὶ τῇ λήξει ἑκάστης δεκαετίας, ὑπολογιζομένης ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Διεθνοῦς Γραφείου Ἐργασίας δέον ὅπως ὑποβάλλῃ εἰς τὴν Γενικὴν Συνδιάσκεψιν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἀποφασίζει ἂν συντρέχει περίπτωσις ἀναγραφῆς εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Συνδιασκέψεως θέματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς ἀναθεωρήσεως αὐτῆς.

Ἄρθρον 16.

1. Ἐν ᾗ περιπτώσει ἡ Συνδιάσκεψις ἤθελεν ἀποδεχθῆ νεωτέραν Σύμβασιν ἐπαγομένην ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ἀναθεώρησιν τῆς παρούσης καὶ ἐκτὸς ἂν ἡ νεωτέρα Σύμβασις ορίζει ἄλλως :

α) Ἡ ἐπικύρωσις ὑπὸ Μέλους τῆς νεωτέρας Συμβάσεως τῆς ἀναθεωρούσης τὴν παροῦσαν ἐπάγεται αὐτοδικαίως, παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀνωτέρω ἄρθρου 12, ἄμεσον καταγγελίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἔχει τεθῆ ἐν ἰσχύι ἡ ἀναθεωροῦσα ταύτην νέα Σύμβασις.

β) Ἀφ' ἧς ἡ ἐπάγουσα τὴν ἀναθεώρησιν νέα Σύμβασις τεθῆ ἐν ἰσχύι ἡ παροῦσα Σύμβασις παύει νὰ εἶναι δεκτικὴ ἐπικυρώσεως ὑπὸ τῶν Μελῶν.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις παραμένει ἐν τούτοις ἐν ἰσχύι ὑπὸ τὸν τύπον καὶ τὸ περιεχόμενον αὐτῆς, διὰ τὰ Μέλη ἅτινα ἐπικυρώσαντα αὐτήν, δὲν ἤθελον ἐπικυρώσει τὴν ἀναθεωροῦσαν ταύτην νέαν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 17.

Τὸ γαλλικὸν καὶ ἀγγλικὸν κείμενον τῆς παρούσης Συμβάσεως εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά.

Ἄρθρον Δεύτερον.

1. Ἡ ὡς ἄνω Διεθνὴς Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπὶ παντὸς πλοίου ἀνεξαρτήτως ἐθνικότητος καταπλέοντος εἰς Ἑλληνικοὺς λιμένας.

2. Οἱ παραβάται τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Νόμου, ἀνεξαρτήτως πάσης ἄλλης ἀπορρεούσης ἐξ ἑτέρας διατάξεως ποινικῆς ἢ πειθαρχικῆς εὐθύνης, τιμωροῦνται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 45 τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ Ν.Δ. 187/1973 Κώδικος Δημοσίου Ναυτικοῦ Δικαίου.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος νόμου ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ
ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ	**ΙΩΑΝΝΗΣ ΦΙΚΙΩΡΗΣ**

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

ΠΡΟΕΔΡΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 129

Περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως τοῦ, διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 469/75 Π. Δ/τος, κυρωθέντος Ὀργανισμοῦ τοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἵδρυμα Παναγιώτου Φερραίου ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει :

1. Τὰς διατάξεις : α) Τοῦ ἄρθρου 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, β) τῶν ἄρθρων 95 καὶ 98 τοῦ Α.Ν. 2039/39, καὶ γ) τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 469/1975 Π.Δ/τος Ὀργανισμοῦ τοῦ ἱδρύματος τούτου, 2) τὴν ὑπ' ἀριθ. 24425/27.7.74 πρᾶξιν τοῦ Συμ/φου Ἀθηνῶν Ἐλευθερίου Πέγκου, μὲ τὴν ὁποίαν συνεστήθη τὸ ἵδρυμα Παναγιώτου Φερραίου ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ.

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 13/5.8.80 πρᾶξιν τοῦ Διοικ. Συμβουλίου τοῦ ἀνωτέρω ἱδρύματος.

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Δ. 2652/66/20.5.1980 ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ καὶ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν «περὶ ἀναθέσεως ἁρμοδιοτήτων στοὺς Ὑφυπουργοὺς Οἰκονομικῶν», καὶ

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 46/25.11.1980 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐθνικῶν Κληροδοτημάτων, ἀποφασίζομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνομεν τάς, διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 13/5.8.80 πράξεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ἱδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Ἵδρυμα Παναγιώτου Φερραίου ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ», γενομένας τροποποιήσεις καὶ συμπληρώσεις τοῦ Ὀργανισμοῦ τοῦ ἱδρύματος τούτου καὶ τὴν ἐν συνεχείᾳ κωδικοποίησιν τῶν διατάξεων τοῦ Ὀργανισμοῦ, καταχωριζομένη κατωτέρω.

Εἰς τὸν Ὑπουργὸν Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων καὶ τὸν Ὑφυπουργὸν Οἰκονομικῶν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 4 Φεβρουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ — **ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ**

ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΠΑΝΑΓΙΩΤΗΣ ΜΠΟΚΟΒΟΣ**

ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ

Διοικήσεως καὶ διαχειρίσεως τοῦ ἱδρύματος Παναγιώτου Φερραίου ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ.

Ἄρθρον 1.

Μορφὴ - Ἕδρα - Σφραγίς.

1. Τό, διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 24425/27.7.74 πράξεως τοῦ Συμβολαιογράφου Ἀθηνῶν Ἐλ. Πέγκου, συσταθὲν κοινωφελὲς ἵδρυμα ὑπὸ τοῦ Παναγιώτου Peter Φερραίου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «ΙΔΡΥΜΑ ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΥ ΦΕΡΡΑΙΟΥ ΕΞ ΑΡΓΟΥΣ ΟΡΕΣΤΙΚΟΥ» ἀποτελεῖ νομικὸν πρόσωπον ἰδιωτικοῦ δικαίου, διεπόμενον ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει, τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων Δ/των καὶ τοῦ παρόντος Ὀργανισμοῦ.

2. Τὸ ἵδρυμα ἑδρεύει εἰς Ἄργος Ὀρεστικὸν καὶ ἔχει σφραγῖδα φέρουσαν τὴν ἐπωνυμίαν, τὴν ἕδραν καὶ τὸ ἔτος ἱδρύσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 2.

Σκοπός.

Σκοπὸς τοῦ ἱδρύματος εἶναι : α) Ἡ καθ' ἕκαστον ἔτος βράβευσις, διὰ χρηματικῶν ποσῶν, τριῶν κατὰ σειρὰν πρωτευσάντων μαθητῶν καὶ τριῶν πρωτευσασῶν μαθητριῶν εἰς τὰς ἀπολυτηρίους ἐξετάσεις τῆς τελευταίας τάξεως τῶν Δημοσίων Σχολείων, Δημοτικῶν καὶ Λυκείων τοῦ Ἄργους Ὀρεστικοῦ καὶ β) ἡ διὰ παντὸς μέσου ἐνίσχυσις τῆς πρὸς μάθησιν ῥοπῆς τῶν καταγομένων ἐξ Ἄργους Ὀρεστικοῦ νέων.

Ἄρθρον 3.

Περιουσία - Πόροι.

1. Περιουσία τοῦ ἱδρύματος εἶναι ποσὸν τετρακοσίων ἐνενήκοντα ὀκτὼ χιλιάδων (498.000) δραχμῶν, ἀναπαλλοτρίωτον, κατατεθειμένον, ἐπ' ὀνόματι τοῦ ἱδρύματος, εἰς τὸ ἐν Ἄργει Ὀρεστικῷ ὑποκατάστημα τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ὡς καὶ πᾶν ἕτερον περιουσιακὸν στοιχεῖον καθ' οἱονδήποτε τρόπον περιερχόμενον αὐτῷ.

2. Πόροι τοῦ ἱδρύματος εἶναι τὰ ἐκ τῆς περιουσίας αὐτοῦ εἰσοδήματα.

Ἄρθρον 4.

Διοίκησις.

1. Τὸ ἵδρυμα διοικεῖται ὑπὸ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου :

α) Ἐκ τοῦ ἑκάστοτε Δημάρχου Ἄργους Ὀρεστικοῦ.
β) Ἐκ τῶν ἑκάστοτε Διευθυντῶν τῶν Δημοσίων Λυκείων Ἄργους Ὀρεστικοῦ.
γ) Ἐκ τοῦ ἑκάστοτε Διευθυντοῦ τοῦ ὑποκαταστήματος Ἄργους Ὀρεστικοῦ τῆς Ἐθνικῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος.
δ) Ἐκ τῶν Διευθυντῶν τῶν ἐν Ἄργει Ὀρεστικῷ λειτουργούντων Δημοσίων Δημοτικῶν Σχολείων.

2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλέγει ἀνὰ τριετίαν μεταξὺ τῶν μελῶν του τὸν Πρόεδρον, τὸν Ἀντιπρόεδρον, τὸν Γραμματέα καὶ τὸν Ταμίαν αὐτοῦ. Συνεδριάζει ἀνὰ τετράμηνον ἢ ὁσάκις παρίσταται ἀνάγκη, κατόπιν ἐγγράφου προσκλήσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἐν κωλύματι αὐτοῦ τοῦ Ἀντιπροέδρου καὶ εὑρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ παρόντων τοῦ ἡμίσεος σὺν ἑνὸς τοὐλάχιστον τῶν μελῶν του, ἐν οἷς ὁ Πρόεδρος ἢ ὁ Ἀντιπρόεδρος.

3. Τὰ πρὸς συζήτησιν θέματα ἀναγράφονται εἰς τὰς ἀποστελλομένας, τρεῖς τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς συνεδριάσεως, προσκλήσεις.

4. Ὁ Πρόεδρος ὀφείλει νὰ καλέσῃ ἀμελλητὶ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἰς ἔκτακτον συνεδρίασιν, ἂν ζητήσουν τοῦτο, ἐγγράφως, δύο μέλη αὐτοῦ.

5. Τὰ ἀξιώματα τῆς Διοικήσεως εἶναι τιμητικὰ καὶ ἄμισθα.

6. Τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἱδρύματος δὲν δύναται νὰ παρέχουν, ὑφ' οἱανδήποτε ἰδιότητα, ἐπ' ἀμοιβῇ ὑπηρεσίας εἰς τὸ ἵδρυμα, οὐδὲ νὰ συνάπτουν μετ' αὐτοῦ συμβάσεις ἀποβλεπούσας εἰς τὴν ἐπίτευξιν κέρδους.

Ἄρθρον 5.

Ἁρμοδιότητες Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

1. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποφασίζει ἐπὶ παντὸς θέματος ἀφορῶντος εἰς τὴν Διοίκησιν καὶ λειτουργίαν τοῦ ἱδρύματος, εἰς τὴν διαχείρισιν τῆς περιουσίας αὐτοῦ καὶ τὴν διάθεσιν τῶν πόρων πρὸς ἐκπλήρωσιν τοῦ σκοποῦ, τηρουμένων τῶν διατάξεων τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει.

2. Ἡ ἐκποίησις περιουσιακῶν στοιχείων τοῦ ἱδρύματος ἐπιτρέπεται μόνον ὑπὸ τὴν προϋπόθεσιν τῆς ἀμέσου ἐπενδύσεως τοῦ προϊόντος τῆς ἐκποιήσεως εἰς ἕτερον περιουσιακὸν στοιχεῖον, ἐξυπηρετοῦν, κατὰ τὴν κρίσιν τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, τοὺς σκοποὺς αὐτοῦ καὶ ὑπὸ τοὺς ὅρους καὶ τὴν διαδικασίαν τὴν καθοριζομένην ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ Α.Ν. 2039/39 καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων Διαταγμάτων.

Ἄρθρον 6.

Ἁρμοδιότης Προέδρου - Ἐκπροσώπησις.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κέκτηται τὰς ἀκολούθους ἁρμοδιότητας:

α) Συγκαλεῖ τὸ Διοικ. Συμβούλιον καὶ εἰσηγεῖται πρὸς αὐτὸ τὰ πρὸς συζήτησιν θέματα.
β) Ἐπιμελεῖται τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἀποφάσεων τούτου.
γ) Ἐκπροσωπεῖ τὸ ἵδρυμα ἐνώπιον πάσης ἀρχῆς καὶ εἰς τὰς μετὰ τῶν τρίτων σχέσεις του.

Ἄρθρον 7.

Κατανομὴ πόρων τοῦ ἱδρύματος.

Οἱ πόροι τοῦ ἱδρύματος κατανέμονται, κατ' ἔτος, εἰς τόσας ἴσας μερίδας ὥστε ἀνὰ μία νὰ διατίθεται εἰς ἕκαστον τῶν Δημοσίων Δημοτικῶν Σχολείων καὶ ἀνὰ δύο εἰς ἕκαστον τῶν Δημοσίων Λυκείων, τῶν λειτουργούντων εἰς Ἄργος Ὀρεστικόν.

Ἄρθρον 8.

Τρόπος ἐκτελέσεως τῶν σκοπῶν τοῦ ἱδρύματος.

1. Εἰς τὸ τέλος ἑκάστου σχολικοῦ ἔτους οἱ τρεῖς κατὰ σειρὰν πρωτεύσαντες ἄρρενες καὶ αἱ τρεῖς κατὰ σειρὰν πρωτεύσασαι θήλειαι εἰς τὴν τελευταίαν τάξιν ἑκάστου τῶν Δημοτικῶν Σχολείων καὶ ἑκάστου τῶν Λυκείων Ἄργους Ὀρεστικοῦ, λαμβάνουν ἐκ τῶν κατὰ τὸ προηγούμενον ἄρθρον κατανεμηθέντων πόρων τοῦ ἱδρύματος, τὰ κάτωθι χρηματικὰ βραβεῖα:

Α' Δημοτικὰ Σχολεῖα :
α) Πρῶτον βραβεῖον δρχ. χίλιαι πεντακόσιαι (1.500).
β) Δεύτερον βραβεῖον δρχ. χίλιαι διακόσιαι πεντήκοντα (1.250).
γ) Τρίτον βραβεῖον δρχ. χίλιαι (1.000).

Β' Λύκεια :
α) Πρῶτον βραβεῖον δρχ. τρεῖς χιλιάδες (3.000).
β) Δεύτερον βραβεῖον δρχ. δύο χιλιάδες πεντακόσιαι (2.500), καὶ
γ) Τρίτον βραβεῖον δρχ. δύο χιλιάδες (2.000).

2. Ἐν περιπτώσει ἰσοβαθμίας μαθητῶν, προτιμῶνται, ἐν τῇ ἀπονομῇ τῶν βραβείων, οἱ ἔχοντες τὸν μεγαλύτερον βαθμὸν εἰς τὸ μάθημα τῆς ἱστορίας καὶ ἐν περιπτώσει ἰσοβαθμίας καὶ εἰς τοῦτο, οἱ πρὸς βράβευσιν μαθηταὶ ἐπιλέγονται διὰ κληρώσεως.

3. Ἀποκλείονται τῆς βραβεύσεως μαθηταὶ μὴ ἐπιδείξαντες διαγωγὴν κοσμιωτάτην. Εἰς περίπτωσιν ἀποκλεισμοῦ μαθητοῦ τινος, τὸ βραβεῖον ἀπονέμεται εἰς τὸν ἀμέσως, κατὰ βαθμόν, ἑπόμενον.

4. Ἐντὸς πέντε (5) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἐκδόσεως τῶν τελευταίων ἀποτελεσμάτων τῶν ἀπολυτηρίων ἐξετάσεων τῶν Δημοτικῶν Σχολείων καὶ τῶν Λυκείων Ἄργους Ὀρεστικοῦ τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ ἱδρύματος μεριμνᾷ, διὰ τῶν ἐν αὐτῷ ἐκπροσώπων τῶν ὡς ἄνω σχολείων, διὰ τὴν λῆψιν καταστάσεων τῶν πρωτευσάντων κατὰ σειρὰν μαθητῶν καὶ μαθητριῶν, καὶ βάσει αὐτῶν καταρτίζει, εἰς συνεδρίασίν του, τὸν πίνακα τῶν δικαιουμένων βραβεύσεως, ὃν ὑποβάλλει πρὸς ἔγκρισιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Οἰκονομικῶν. Ἐγκριθέντος τοῦ πίνακος, τοιχοκολλᾶται οὗτος, ἐπὶ τριήμερον εἰς τὰ ἀνωτέρω σχολεῖα.

5. Ἡ ἀπονομὴ τῶν βραβείων πραγματοποιεῖται ἐντὸς πέντε ἡμερῶν ἀπὸ τῆς, κατὰ τὴν ἀνωτέρω παράγραφον, ἐγκρίσεως τοῦ πίνακος τῶν βραβευτέων διὰ παραδόσεως εἰς τοὺς δικαιούχους ἐπιταγῆς ἐπὶ τῆς Τραπέζης παρ' ᾗ εἶναι κατατεθειμένη ἡ περιουσία τοῦ ἱδρύματος.

6. Ἐνστάσεις κατὰ τοῦ πίνακος βραβευτέων ἀσκοῦνται ἐντὸς προθεσμίας πέντε (5) ἡμερῶν ἀπὸ τῆς τοιχοκολλήσεως αὐτοῦ.

Ἡ ἄσκησις ἐνστάσεως κατὰ τοῦ πίνακος δὲν ἀναστέλλει τὴν ἀπονομὴν τῶν βραβείων.

Γενομένης δεκτῆς τῆς ἐνστάσεως ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν, κατόπιν σχετικῆς προτάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἱδρύματος, ὁ δικαιωθεὶς λαμβάνει τὸ οἰκεῖον βραβεῖον, ὡς ὑπεράριθμος ἐκ τοῦ, μετὰ τὴν χορήγησιν τῶν λοιπῶν βραβείων, ὑπολοίπου ποσοῦ.

7. Δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκρινομένης ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ Οἰκονομικῶν, δύναται νὰ αὐξομειοῦνται τὰ ποσὰ τῶν βραβείων ἀναλόγως τῶν πόρων τοῦ ἱδρύματος καὶ τῶν οἰκονομικῶν συνθηκῶν.

8. Τό, μετὰ τὴν ἀπονομὴν τῶν βραβείων, ἀπομένον κατὰ σχολεῖον ποσόν, διατίθεται διὰ τὸν ἐμπλουτισμὸν αὐτοῦ εἰς σχολικὰ ὄργανα ἐν γένει.

Ἄρθρον 9.

Διαχείρισις.

1. Τὸ Οἰκονομικὸν ἔτος τοῦ ἱδρύματος ἄρχεται τὴν 1ην Ἰανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31ην Δεκεμβρίου ἑκάστου ἔτους.

2. Ἡ οἰκον. διαχείρισις αὐτοῦ ἐνεργεῖται βάσει προϋπολογισμοῦ καὶ ἀπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων, ἐγκρινομένων, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39, σὲ συνδυασμὸ μὲ τὰς τοῦ ἄρθρου 18 τοῦ 636/29/30.7.1977 Π.Δ/τος.

3. Ὡς πρὸς τὴν κατάρτισιν τοῦ προϋπολογισμοῦ, ἀπολογισμοῦ καὶ ἰσολογισμοῦ καὶ τὸν τρόπον ἐνεργείας τῶν εἰσπράξεων καὶ τῶν πληρωμῶν, ἐφαρμόζονται αἱ σχετικαὶ διατάξεις τοῦ Α.Ν. 2039/39, ὡς οὗτος ἑκάστοτε ἰσχύει καὶ τῶν εἰς ἐκτέλεσιν τούτου ἐκδοθέντων Δ/των.

4. Ἐν τῷ προϋπολογισμῷ ἑκάστου ἔτους ἀναγράφονται πάντα τὰ ἐκ τῆς περιουσίας τοῦ ἱδρύματος τακτικὰ καὶ ἔκτακτα ἔσοδα, ὡς καὶ τά, διὰ τὴν διοίκησιν, διαχείρισιν, λειτουργίαν καὶ ἐκπλήρωσιν τοῦ σκοποῦ τοῦ ἱδρύματος, ἔξοδα.

5. Ἅπασαι αἱ εἰσπράξεις καὶ πληρωμαὶ τοῦ ἱδρύματος ἐνεργοῦνται διὰ μιᾶς μόνον Τραπέζης, ἐκ τῶν ὑπὸ τοῦ Α.Ν. 2039/39 ὁριζομένων καὶ δι' ἑνὸς ἐν τῇ Τραπέζῃ ταύτῃ δοσοληπτικοῦ λογαριασμοῦ.

6. Αἱ πληρωμαὶ ἐνεργοῦνται δι' ἐνταλμάτων πληρωμῆς, ἐκδιδομένων ὑπὸ τοῦ Γραμματέως καὶ προσυπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Προέδρου ἢ ἐν κωλύματι ὑπὸ τοῦ νομίμου ἀναπληρωτοῦ αὐτοῦ, βάσει τῶν προβλέψεων τοῦ προϋπολογισμοῦ, καὶ αἱ εἰσπράξεις διὰ γραμματίων.

Ἄρθρον 10.

Βιβλία καὶ στοιχεῖα.

1. Ὑπὸ τοῦ ἱδρύματος τηροῦνται τὰ κάτωθι βιβλία:

α) Βιβλίον πρακτικῶν συνεδριάσεων, ἐν ᾧ καταχωρίζονται κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν αἱ ἀποφάσεις καὶ αἱ πράξεις τοῦ Διοικ. Συμβουλίου, β) πρωτόκολλον εἰσερχομένων καὶ ἐξερχομένων ἐγγράφων, γ) βιβλίον Ταμείου ἐν ᾧ καταχωρίζονται, κατὰ χρονολογικὴν σειρὰν καὶ μὲ συνοπτικὴν αἰτιολογίαν, αἱ πάσης φύσεως εἰσπράξεις καὶ πληρωμαὶ καὶ δ) στελέχη ἀποδείξεων πληρωμῶν, γραμματίων εἰσπράξεων καὶ τραπεζικῶν ἐπιταγῶν.

2. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, δύναται, ἐφ' ὅσον κρίνει σκόπιμον, νὰ ὁρίσῃ δι' ἀποφάσεώς του τὴν τήρησιν καὶ ἑτέρων βιβλίων καὶ στοιχείων.

Ἄρθρον 11.

Τροποποίησις Ὀργανισμοῦ.

Ὁ παρὼν Ὀργανισμὸς δύναται νὰ τροποποιηθῇ διὰ Προεδρικοῦ Δ/τος, ἐκδιδομένου μετὰ πρότασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, κατὰ τὴν διαδικασίαν τοῦ ἄρθρου 98 τοῦ Α.Ν. 2039/39.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ